



# Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr. limitée  
19 octobre 2012  
Français  
Original: anglais

## Sixième session

Vienne, 15-19 octobre 2012

### Projet de rapport

*Rapporteure:* Consolata **Kiragu** (Kenya)

## I. Questions d'organisation

### A. Ouverture de la session

1. La Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée a tenu sa sixième session à Vienne du 15 au 19 octobre 2012. Au cours de la session, 10 séances ont été tenues dont trois séances du Comité plénier. Le Groupe de travail sur la coopération internationale a tenu trois réunions les 15 et 16 octobre 2012. Le Groupe de travail provisoire d'experts gouvernementaux à composition non limitée sur l'assistance technique a tenu deux réunions le 17 octobre 2012. Les deux groupes de travail ont également tenu une réunion conjointe le 18 octobre 2012.

2. À la 1<sup>re</sup> séance de la session, le 15 octobre 2012, des déclarations liminaires ont été faites par le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Président de la Slovénie, les représentants du Chili (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine), du Nigéria (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des États d'Afrique), des Philippines (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des États d'Asie et du Pacifique), d'El Salvador (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes) et de l'Union européenne (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne et d'autres États). Des déclarations ont également été faites par la Ministre de la justice de l'État plurinational de Bolivie, le Ministre de la justice du Nigéria, le Directeur général du Ministère fédéral de la justice de l'Autriche et le Ministre de l'intérieur du Mexique.



## **B. Élection du Bureau**

3. À sa première session, la Conférence avait décidé que les postes de président et de rapporteur devraient être pourvus par roulement entre les groupes régionaux, et que ce roulement devrait se faire dans l'ordre alphabétique. Ainsi, à la sixième session, le président de la Conférence a été désigné par les États d'Asie et du Pacifique, tandis que les États d'Afrique ont été chargés de désigner un vice-président et le Rapporteur.

4. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 15 octobre 2012, la Conférence a élu par acclamation le Bureau ci-après:

<i>Président:</i>	Rachmat Budiman (Indonésie)
<i>Vice-Présidents:</i>	Simona Marin (Roumanie) Eugenio María Curia (Argentine) Carmen Buján Freire (Espagne) Khaled Abdelrahman Shamaa (Égypte) Lourdes Yparraguirre (Philippines) Blanka Jamnišek (Slovénie) Alejandro Poiré Romero (Mexique) John Brandolino (États-Unis d'Amérique)
<i>Rapporteure:</i>	Consolata Kiragu (Kenya)

## **C. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux**

5. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 15 octobre 2012, la Conférence a adopté l'ordre du jour provisoire tel qu'il figurait dans le document CTOC/COP/2012/1.

## **D. Participation**

6. La sixième session de la Conférence a réuni les représentants de [...] États parties et d'une organisation régionale d'intégration économique partie à la Convention. Ont également participé à cette session des observateurs d'États signataires de la Convention, d'États non signataires, d'une entité ayant une mission permanente d'observation auprès de l'Organisation des Nations Unies, de services du Secrétariat, d'organismes, de fonds et de programmes des Nations Unies, d'instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, d'institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies, d'organisations intergouvernementales, d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, et d'organisations non gouvernementales compétentes qui n'étaient pas dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social mais qui avaient sollicité le statut d'observateur.

7. La liste des participants a été publiée sous la cote CTOC/COP/2012/INF/2/Rev.1.

8. Les articles 14 à 17 du Règlement intérieur de la Conférence, concernant la participation d'observateurs, ont été portés à l'attention des participants de la session.

9. À sa cinquième session, la Conférence avait décidé que les organisations intergouvernementales énumérées dans le document CTOC/COP/2010/CRP.7 tel que modifié oralement seraient invitées à assister à ses sessions futures. Le bureau élargi de la Conférence avait examiné cette question à sa réunion du 7 mai 2012, et toutes les organisations intergouvernementales énumérées dans ce document avaient reçu une invitation pour assister à la sixième session de la Conférence.

10. Conformément à l'article 17 du Règlement intérieur, le Secrétariat avait transmis au Bureau en temps voulu une liste des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social et des autres organisations compétentes non accréditées auprès du Conseil économique et social mais ayant sollicité auprès du Bureau le statut d'observateur. À ses réunions du 7 mai, du 4 juillet, du 6 septembre et du 9 octobre 2012, le bureau élargi avait examiné et approuvé la participation d'organisations non gouvernementales à la sixième session de la Conférence.

## **E. Adoption du rapport du Bureau concernant les pouvoirs**

11. Par sa décision 4/7, la Conférence avait amendé l'article 18 de son Règlement intérieur, sur la présentation des pouvoirs, en modifiant le paragraphe 3 et en ajoutant un paragraphe 4, comme suit:

“3. Les pouvoirs doivent émaner du chef de l'État ou du gouvernement, du ministre des affaires étrangères ou du représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies de l'État partie, conformément à son droit interne ou, dans le cas d'une organisation régionale d'intégration économique, de l'autorité compétente de l'organisation.

4. Lorsque la Conférence doit examiner des propositions d'amendements à la Convention conformément à l'article 39 de cette dernière et à l'article 62 du Règlement intérieur de la Conférence, les pouvoirs doivent émaner soit du chef de l'État ou du gouvernement, soit du ministre des affaires étrangères de l'État partie ou, dans le cas d'une organisation régionale d'intégration économique, de l'autorité compétente de cette organisation.”

12. L'article 19 du Règlement intérieur prévoit que le Bureau examine les pouvoirs des représentants de chaque État partie et les noms des personnes constituant sa délégation et qu'il fait rapport à la Conférence..

13. À sa [...] séance, le Bureau a indiqué à la Conférence que sur les [...] États parties représentés à la sixième session, [...] s'étaient conformés aux exigences en matière de pouvoirs. [...] États parties, à savoir [...], ne s'étaient pas conformés aux dispositions de l'article 18 du Règlement intérieur. Le Bureau a rappelé que chaque État partie était tenu de communiquer les pouvoirs de ses représentants conformément à l'article 18, puis il a invité les États parties qui ne l'avaient pas encore fait à remettre au secrétariat, dès que possible mais au plus tard le [...], les originaux des pouvoirs de leurs représentants.

14. Le Bureau a également indiqué à la Conférence qu'il avait examiné les pouvoirs communiqués et les avait jugés recevables.
  15. La Conférence a adopté le rapport du Bureau concernant les pouvoirs à sa [...] séance, le [...] octobre 2012.
-